Le Conseil,

Vu le rapport du 8 février 2000, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Le conseil de Communauté a approuvé lors de sa séance du 12 mai 1997 le principe du transfert de l'Ecole normale supérieure -lettres et sciences humaines- de Fontenay Saint Cloud à Lyon.

L'ENS -lettres et sciences humaines- est en cours de réalisation dans le 7° arrondissement de Lyon, dans un îlot compris entre la rue André Bollier et les avenues Jean Jaurès et Debourg. L'opération comprend la construction de bâtiments destinés à l'ENS -lettres et sciences humaines- et à une bibliothèque de recherche associée, commune à l'ENS et aux universités Lyon II et Lyon III.

La maîtrise d'ouvrage de cette opération a été confiée par l'Etat à la communauté urbaine de Lyon par convention en date du 10 octobre 1997.

Dans le cadre de cette convention, la Communauté urbaine doit réaliser une opération d'ordre artistique appelée 1 % décoration.

Le présent rapport a pour objet de préciser le contenu du 1 % décoration et la procédure de consultation à suivre pour attribuer les marchés correspondants.

Le 1 % décoration serait composé de deux œuvres d'art : une œuvre picturale située à l'intérieur de l'école et une œuvre plastique dans la bibliothèque de recherche associée.

Pour réaliser ces œuvres d'art, une consultation européenne composée de deux lots pourrait être lancée par voie d'appel d'offres restreint sur performances, conformément aux articles 298 bis à 300 bis, 303 et 378 à 399 du code des marchés publics :

- lot n° 1 : œuvre picturale destinée à la décoration de l'Ecole normale supérieure - lettres et sciences humaines - ,
- lot n° 2 : œuvre plastique destinée à la décoration de la bibliothèque de recherche associée.

Cette procédure permettrait aux artistes consultés de concevoir et réaliser une œuvre d'art à partir d'un programme artistique fourni dans le dossier de consultation. Elle permettrait également d'auditionner les concurrents.

Le nombre maximal de candidats admis à présenter une proposition pourrait être fixé à cinq pour chaque lot.

A l'issue de la consultation, la conception et la réalisation des œuvres d'art seraient confiées aux deux lauréats (école et bibliothèque) par marchés séparés traités à prix forfaitaire.

La commission d'appel d'offres sur performances serait constituée, conformément à l'article 303 du code des marchés publics, des personnes désignées ci-après, qui pourraient constituer le tiers au moins des personnalités compétentes requises :

- monsieur le président de la Communauté urbaine ou son représentant, élu communautaire,
- monsieur le maire de la ville de Lyon ou son représentant, élu municipal,
- madame la présidente de la région Rhône-Alpes ou son représentant, élu régional,
- monsieur le président du conseil général du Rhône ou son représentant, élu départemental,
- monsieur le recteur de l'académie de Lyon ou son représentant,
- monsieur le directeur régional des affaires culturelles ou son représentant,
- monsieur le secrétaire général de la Communauté urbaine ou son représentant,
- monsieur le directeur de l'ENS -lettres et sciences humaines- ou son représentant,
- monsieur Henri Gaudin, architecte du projet de l'ENS -lettres et sciences humaines- et de la bibliothèque de recherche associée,
- monsieur Bruno Gaudin, architecte du projet de l'ENS -lettres et sciences humaines- et de la bibliothèque de recherche associée.

Il pourrait être prévu l'allocation de primes aux concurrents sur décision de la commission d'appel d'offres sur performances ; la prime allouée au concurrent retenu n'étant pas incluse dans le montant du marché. Le montant des primes pourrait être fixé à 150 000 F TTC maximum pour chaque lot, à répartir entre les concurrents, dans les conditions fixées à l'article 303 du code des marchés publics.

Le coût de l'opération est estimé à 2 176 000 F TTC pour la totalité du 1 % décoration.

Monsieur le vice-président chargé des marchés publics a donné un avis favorable sur cette procédure le 31 janvier 2000 ;

B - Propose de délibérer comme suit ;

Vu ledit dossier de consultation ;

Vu sa délibération en date du 12 mai 1997 ;

Vu la convention passée avec l'Etat le 10 octobre 1997 ;

Vu les articles 298 bis à 300 bis, 303 et 378 à 399 du code des marchés publics ;

Oùï l'avis de sa commission domaine et administration générale ;

DELIBERE

1° - Accepte le présent dossier de consultation.

2° - Décide que les fournitures et prestations seront traitées par voie d'appel d'offres restreint sur performances, conformément aux dispositions des articles 298 bis à 300 bis, 303 et 378 à 399 du code des marchés publics.

3° - Approuve la composition de la commission d'appel d'offres sur performances.

4° - Autorise le mandataire G3A à signer les marchés ainsi que tous actes contractuels s'y référant dans la limite des crédits budgétaires affectés à l'opération.

5° - Fixe à 150 000 F TTC maximum pour chaque lot les primes pouvant être allouées aux concurrents.

6° - Les dépenses afférentes au marché seront prélevées sur les crédits à inscrire au budget de la Communauté urbaine - exercices 2000 et suivants - centre budgétaire 1 230 - centre de gestion 1 230 - compte 458 115 - fonction 13 - opération 0196.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,